

Brèves économiques

Afrique de l'Est et Océan Indien

Régional	Covid19 : Évolution de la situation sanitaire régionale
Burundi	Lancement d'un projet pour favoriser l'emploi des jeunes de 1,4 MUSD
Comores	Mise en circulation de nouveaux billets de 500 et 1000 KMF
Djibouti	Lancement des travaux de la nouvelle jetée pétrolière à Damerjog
Erythrée	Retour des criquets pèlerins depuis le mois d'août
Ethiopie	Les Etats Unis annoncent la suspension d'une partie de leur APD
Kenya	Une stratégie numérique pour accélérer la transformation du secteur agricole
Maurice	<i>Jindal Steel & Power Mauritius</i> vend 49 % de ses parts dans <i>JSIS Oman</i> à <i>Vulcan Steel</i>
Madagascar	Appui budgétaire de 75 MUSD de la Banque Mondiale en réponse à la Covid-19
Ouganda	Premier anniversaire d' <i>Uganda Airlines</i> après près de 17 ans d'absence
Rwanda	Appui budgétaire de la BAD de 98 MUSD pour répondre à la pandémie
Seychelles	Le contexte de pandémie pèse sur la dette seychelloise
Somalie	Retards attendus dans l'organisation des élections législatives et présidentielles
Soudan	Organisation d'une grande conférence économique
Soudan du Sud	Assèchement de ses réserves de change
Tanzanie	Dynamisme des recettes d'exportations liées à l'or

Actualités Régionales

Covid19 : Évolution de la situation sanitaire régionale.

Cette semaine, sur la zone AEOI, le nombre de nouveaux cas déclarés continue de décroître au Kenya (+1 226), à Madagascar (+478) et pour la première fois depuis mi-août en Ethiopie (+7 812). Après une forte hausse la semaine passée, le nombre de nouveaux cas hebdomadaires décroît au Soudan (+218) et au Rwanda (+506). L'OMS précise toutefois que cette tendance à la baisse, si elle est encourageante, doit être interprétée avec précaution, compte tenu de leur dépendance à la capacité de conduire des tests, ainsi qu'aux délais de transmission. Après avoir pourtant diminué la semaine passée, le nombre de nouveaux cas progresse de nouveau en Ouganda (+783 contre +590). Sur l'ensemble de la zone AEOI, le nombre de nouveaux cas recule de 26 % par rapport à la semaine passée.

* Le nombre de cas reportés par l'OMS peut subir, compte tenu des délais de transmission, un léger décalage avec les données nationales, variable pour chaque pays. Aussi, la stabilité du nombre de cas en Tanzanie reflète l'arrêt de la comptabilisation par le gouvernement depuis fin avril ; les émeutes récentes en Éthiopie ont perturbé la communication régulière sur le suivi de l'épidémie.

Pays \ Date	Nombre de cas			Nombre de décès		
	23/8	30/8	6/9	23/8	30/8	6/9
Burundi	430	445	462	1	1	1
Comores	417	423	448	7	7	7
Djibouti	5 382	5385	5 387	60	60	60
Erythrée	306	318	330	0	0	0
Ethiopie	39 033	49 654	57 466	662	770	897
Kenya	32 118	33 794	35 020	542	572	594
Madagascar	14 277	14 791	15 269	178	190	199
Maurice	346	346	356	10	10	10
Rwanda	2 889	3 843	4 349	11	16	18
Seychelles	127	131	135	0	0	0
Somalie	3 269	3 310	3 332	93	97	98
Soudan du Sud	2 499	2 519	2 544	47	47	48
Soudan	12 682	13 189	13 407	815	823	832
Tanzanie	509	509	509	21	21	21
Ouganda	2 166	2 756	3 539	20	28	39
Total AEOI	116 450	131 413	142 091	2 467	2 642	2 824

Actualités pays

BURUNDI

Lancement d'un projet pour favoriser l'emploi des jeunes de 1,4 MUSD. Le mercredi 9 septembre 2020, l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), la BAD - financeur du projet – et le gouvernement burundais, ont annoncé le lancement d'un projet de deux ans visant la réduction du chômage des jeunes par le renforcement des capacités et l'implication de la Diaspora. Ce projet vise à réunir la diaspora burundaise, les secteurs privé et public et les jeunes afin de fournir à ces derniers des formations, des accompagnements personnalisés et des stages. Le projet a également pour objectif de diversifier les emplois du pays qui sont aujourd'hui majoritairement concentrés dans l'agriculture, secteur qui souffre de l'épuisement des terres et de la forte croissance démographique.

COMORES

Mise en circulation de nouveaux billets de 500 et 1000 KMF par la Banque centrale. La Banque centrale des Comores a annoncé le 28 août la mise en circulation à partir du 1^{er} septembre 2020 de nouvelles coupures de 500 francs comoriens (KMF) et 1000 KMF disposant de la technologie *Everfit* de la Banque de France. Ces coupures pourront circuler de manière provisoire en simultané avec les anciens billets de même valeur. Cette décision a été prise afin de lutter contre la falsification des billets de banque, renforcer leur qualité, améliorer leur durée de vie et réduire leur propension à se salir. Le renforcement du billet de 2000 KMF est également prévu à moyenne échéance.

DJIBOUTI

Lancement des travaux de la nouvelle jetée pétrolière à Damerjog. Le Président djiboutien a lancé les travaux de construction d'une jetée pétrolière de 2,6 km de long sur la zone franche de *Djibouti Damerjog Industrial Development* (DDID). Cette jetée sera composée d'une zone de stockage de produits pétroliers et dérivés, ainsi que deux postes d'accostage d'une profondeur de 13,5 m et 16,5 m. Le coût du projet est estimé à 120 MUSD. L'entreprise marocaine *Somagec* sera en charge de la construction, avec l'entreprise française *Négri* en sous-traitance. La livraison est prévue pour février 2023. Le développement des 30 km² de la zone industrielle de *Damerjog*, située près du Somaliland, est piloté par le *Great Horn Investment Holding* (GHIH), placé sous l'Autorité des ports et des zones franches (APZF).

ERYTHREE

Retour des criquets pèlerins depuis le mois d'août. En raison d'une forte saison pluviale en août, plusieurs essaims de criquets sont revenus en Érythrée. Des mesures de contrôle sont en cours pour éradiquer les essaims et les stocks de produits phytosanitaires sont suffisants pour traiter plus de 60 000 ha, d'après le Ministère de l'agriculture érythréen. Depuis janvier dernier, ce sont environ 34 000 ha qui ont été traités en Érythrée, permettant de sauver l'équivalent de 66 000 tonnes de céréales (~20 MUSD). Au total, près de 10 000 personnes affectées par l'invasion acridienne auraient par ailleurs bénéficié des soutiens financiers apportés par les différents bailleurs du plan de réponse de la FAO. D'après la FAO, le besoin de financement en Érythrée pour gérer l'invasion de criquets s'élèverait à 10,3 MUSD (sur les 231,6 MUSD appelés en Afrique de l'Est/Yémen) : à ce jour, 7,2 MUSD ont été collectés pour le pays. L'Érythrée fait partie des 9 pays touchés en Afrique de l'Est par cette invasion acridienne historique. Si la situation s'améliore au Kenya et en Ouganda, elle reste sous tension en Ethiopie et en Somalie, mais également au Yémen, foyer de réinfestation.

ETHIOPIE

Les Etats Unis annoncent la suspension d'une partie de leur aide publique au développement (APD). Dans le cadre des négociations sur le méga-barrage du GERD, les États-Unis ont annoncé le 27 août qu'une partie de leur aide en Éthiopie (jusqu'à 130 MUSD par an) pourrait être suspendue jusqu'à ce qu'un accord soit trouvé. En raison du remplissage par l'Éthiopie de la première phase du barrage sans accord préalable avec l'Égypte et le Soudan, les États-Unis ont annoncé qu'ils prévoyaient de suspendre leur assistance en matière de sécurité, contre-terrorisme, d'éducation et formation militaire et de lutte contre le trafic humain. Néanmoins, l'aide alimentaire, l'aide humanitaire d'urgence ou les programmes de santé contre la Covid-19 et le SIDA, ne sont pas concernés. Sur l'année budgétaire 2019/20, le pays a bénéficié de 2,9 Mds USD de dons et de prêts de sources bilatérales et multilatérales. Avec 4 Mds USD d'assistance bilatérale depuis 2015, les Etats-Unis se positionnent comme le plus gros bailleur de l'Éthiopie.

KENYA

Une stratégie numérique pour accélérer la transformation du secteur agricole. S'inscrivant dans le cadre de l'*Agricultural Sector Transformation and Growth Strategy* de 2019 du gouvernement, la stratégie numérique du ministère en charge de l'agriculture, intitulée *Digitization and Coordination of Kenya's Agricultural Sector Data* a été dévoilée le 28 août dernier. Plus d'une centaines de solutions numériques agricoles sont d'ores et déjà recensées au Kenya. Cette stratégie vise à promouvoir et soutenir le numérique comme voie de transformation du secteur agricole, offrant par la même de nouvelles perspectives pour l'emploi des jeunes. Elle vise une meilleure identification des agriculteurs pouvant bénéficier des systèmes de *e-voucher* (subventions aux intrants via des « bons-électroniques »), le développement du *e-conseil* pour améliorer les pratiques des agriculteurs, le renforcement du suivi des réserves alimentaires, le renforcement du suivi des prix et la mise en place d'un système d'alerte précoce, l'amélioration des performances des chaînes de valeur agricoles et la facilitation des échanges de données.

Elargissement du dispositif de e-vouchers à d'autres intrants agricoles. Profitant du lancement de sa nouvelle stratégie numérique pour le secteur agricole, le ministère kenyan en charge de l'agriculture a annoncé sa volonté d'élargir le dispositif de *e-vouchers* à d'autres intrants agricoles pour relever le défi de la productivité agricole. Jusque-là réservé aux seuls engrais minéraux, le programme de subvention aux bons électroniques sera notamment étendu aux semences et aux produits phytosanitaires. Dans un premier temps, 200 000 petits agriculteurs de 12 comtés seront particulièrement ciblés pour leurs productions de maïs, de riz, de pommes de terre et de café. A terme, le dispositif touchera davantage d'exploitants agricoles dans un périmètre géographique étendu.

L'inflation reste contenue en particulier pour les ménages plus aisés. Fin août, *Kenya National Bureau of Statistics* (KNBS) a publié les principaux agrégats économiques à fin juillet 2020. L'évolution de l'indice des prix à la consommation révèle une inflation en glissement annuel de 4,4 %, un niveau qui a déçu régulièrement depuis février 2020 (7,2 %), et qui correspond à la cible de « 5 % avec une marge de 2,5 % de part et d'autre en cas de choc », reconduite pour l'année budgétaire 2020/21 par le *National Treasury*. Pour rappel, en cas d'écart persistant par rapport à la cible, la *Central Bank of Kenya* (CBK) est tenue de préciser (i) les facteurs explicatifs de cet écart, (ii) les mesures adoptées pour le résorber et (iii) le délai attendu pour un retour à la cible. Le calcul de KNBS est décliné selon différents paniers de biens fonction du niveau de vie. Ainsi, pour les ménages dépensant moins de 46 355 KES/mois (362 EUR), l'inflation est de 5,4 %, tandis qu'elle est de 2,0 % pour les ménages dépensant plus de 184 395 KES/mois (1 442 EUR).

MAURICE

Jindal Steel & Power Mauritius vend 49 % de ses parts dans JSIS Oman à Vulcan Steel. *Jindal Steel & Power Mauritius Ltd (JSPML), filiale mauricienne du géant sidérurgique indien Jindal Steel & Power (contrôlé par le conglomérat Jindal Group) a annoncé cette semaine la vente de 48,99 % de ses actions détenues dans son usine basée en Oman. Ces actions ont été acquises par la société basée à Maurice Vulcan Steel, filiale de la société d'investissement Templar Investment Ltd. L'entreprise avait annoncé en juin dernier son intention de vendre la totalité de ses parts évaluées à 1 Md USD dans l'objectif de réduire ses dettes et améliorer son bilan.*

MADAGASCAR

Appui budgétaire de 75 MUSD de la Banque Mondiale en réponse à la Covid-19. Le Conseil d'administration de la Banque mondiale a approuvé le décaissement d'un appui budgétaire d'urgence sous la forme d'un prêt de 75 MUSD en faveur de Madagascar. Il vise à atténuer les impacts de la crise de la Covid-19 en soutenant la mise en place de réformes renforçant l'efficacité et transparence des autorités dans leur réponse à la crise – notamment la facilitation des transferts monétaires aux populations vulnérables, le maintien de la liquidité et l'accès au crédit pour les entreprises viables ou le renforcement de la transparence de la dette. Il s'inscrit en complémentarité avec la Facilité de crédit rapide (FCR) approuvée fin juillet par le FMI pour 166 MUSD.

UGANDA

Premier anniversaire d'Uganda Airlines après près de 17 ans d'absence. *Uganda Airlines, la compagnie aérienne nationale ougandaise, a célébré le premier anniversaire du lancement de son activité commerciale qui a démarré avec un vol à destination de Nairobi le 28 août 2019. La compagnie aurait transporté plus de 75 000 passagers à partir de l'aéroport international d'Entebbe au cours de sa première année d'opération. Avec ses quatre avions CRJ900 nouvellement acquis auprès du constructeur canadien Bombardier, Uganda Airlines assure des vols commerciaux à destination de 8 villes d'Afrique de l'Est et de la Corne de l'Afrique. Le transporteur a prévu de desservir 20 destinations sur le continent africain avant d'ajouter des vols intercontinentaux, ces derniers devant être effectués par les deux A330-800neo d'Airbus qui devraient rejoindre la flotte d'ici la fin de l'année. Les perturbations liées à la pandémie ont toutefois affecté les plans de croissance de la compagnie aérienne qui repense actuellement sa stratégie d'expansion. Les pertes liées au Covid-19 ne sont pas connus.*

RWANDA

Appui budgétaire de la BAD de 98 MUSD pour répondre à la pandémie. Le 23 juillet, le conseil d'administration de la BAD a approuvé un prêt concessionnel de 98 MUSD visant à aider le Rwanda à répondre à la pandémie de la Covid-19. Les ressources sont issues de la Facilité de réponse rapide contre la Covid-19 du Fonds africain de développement. Cet appui budgétaire contribuera ainsi i) au renforcement de système de santé afin de contenir la propagation de la Covid-19 à travers des mesures préventives, ii) à la résilience économique, avec l'apurement des arriérés dus aux fournisseurs nationaux, et iii) à atténuation de l'impact de la pandémie sur les secteurs vulnérables. Ce programme d'appui budgétaire financera partiellement le Plan national de préparation et d'intervention et le Plan de relance économique du gouvernement du Rwanda pour faire face à la crise.

Lancement d'une nouvelle usine de ciment dans un contexte de pénurie récurrente. Le Rwanda accuse un déficit d'approvisionnement en ciment, avec une demande croissante estimée à 800 000 tonnes par an, contre une offre locale de 420 000 tonnes, produite par l'entreprise publique CIMERWA. Les importations ont été ralenties par les tensions avec l'Ouganda et la fermeture des frontières avec la

Tanzanie en raison de la pandémie, ralentissant le secteur de la construction, un des piliers de la croissance. Dans ce contexte, *Milbridge Holding SA*, entreprise angolaise, a ainsi investi 40 MUSD dans sa filiale rwandaise *Prime Cement Ltd* pour ouvrir une nouvelle cimenterie qui a commencé ses opérations en août et devrait produire 600 000 tonnes par an.

SEYCHELLES

Le contexte de pandémie pèse sur la dette seychelloise. La sévère dégradation des indicateurs macroéconomiques du pays propulse la dette publique des Seychelles au-delà des seuils de risque élevé pour 2020 (de 59 % du PIB fin 2019 à 86 % fin 2020), entraînant sa dégradation par Fitch de BB- à B+ en mai 2020. De plus, durant la période du 31 mars au 22 avril, la roupie s'est dépréciée de 25,8 % face au dollar et de 23,5 % face à l'euro, dû à fermeture du tourisme (30 % du PIB et un tiers des recettes en devises du pays) dans le contexte de pandémie. La roupie est stable depuis. La dette publique en devise représentant, d'après le FMI, 46 % du total de la dette (dont 32 % en dollar et 11 % en euro), cette dépréciation pèsera sur le poids et le coût de la dette du pays.

SOMALIE

Retards attendus dans l'organisation des élections législatives et présidentielles. Le 25 juillet 2020, le Parlement somalien a voté une motion de censure contre le Premier Ministre Hassan Khayre, en poste depuis mars 2017. Le vice-Premier ministre, Mahdi Guled, a été nommé Premier ministre par intérim. Ce changement devrait retarder l'adoption par le gouvernement fédéral et les Etats fédérés d'un mode de scrutin et d'un calendrier électoral consensuel et pourrait menacer la poursuite des réformes économiques et de gouvernance sur lesquelles le PM Khayre était particulièrement engagé. Les élections législatives étaient attendues pour novembre 2020 et les élections présidentielles pour février 2021. Pour rappel, le gouvernement somalien s'est engagé auprès des bailleurs à organiser des élections au suffrage universel direct, adopter une constitution définitive et mettre en œuvre des réformes économiques et sécuritaires, toutefois la concrétisation de ces engagements reste timide.

SOUDAN

Organisation d'une grande conférence économique. La ministre des Finances par intérim a annoncé l'organisation d'une grande conférence économique inclusive, entre le 26 et le 28 septembre, qui regrouperait, non seulement des représentants du gouvernement central et du ministère des Finances, mais aussi des experts et universitaires, des représentants des FFC (Forces pour la Liberté et le Changement), du secteur privé et des organisations de la société civile. L'objectif de cette conférence, qui devait initialement se tenir en mars dernier, est de partager une vision commune sur les réformes économiques à mettre en place pour sortir le pays de la crise économique. La conférence devrait permettre également au gouvernement et aux FFC de se mettre d'accord sur deux questions majeures : le démantèlement des subventions et le rythme de coopération avec les institutions financières internationales.

SOUDAN DU SUD

Assèchement de ses réserves de change. Alors que la livre sud-soudanaise est en forte baisse, entraînant d'ailleurs une hausse importante de l'inflation, les autorités monétaires, selon le vice-gouverneur de la banque centrale ougandaise, Daniel Kech Pouch, ne peuvent intervenir sur le marché de change, le pays étant à court de réserves (régulièrement estimées par le FMI à moins d'un mois, voir une semaine d'importations). Cette situation s'explique avant tout par la baisse drastique des recettes pétrolières, ces dernières générant la quasi-totalité des réserves en devises (98%). Pour mémoire, lors de la création du pays en 2011, à la suite d'une guerre de sécession, le Soudan du Sud avait récupéré les trois quarts des

réserves de pétrole du Soudan, avec une production de 350 000 barils par jour. Celle-ci s'étant écroulée du fait des conflits interne (120 000 en 2017/18), elle a pu revenir à 180 000 barils par jour depuis la signature d'un accord de paix en septembre 2018. Toutefois, la chute des prix du pétrole a entraîné une baisse globale des revenus. Le vice-gouverneur a indiqué que la banque centrale rencontrait des responsables de la Banque mondiale pour étudier les possibilités d'une aide qui permettrait de renforcer les réserves.

TANZANIE

Dynamisme des recettes d'exportations liées à l'or. Selon la Banque centrale tanzanienne (BoT), la valeur des exportations de biens et services a augmenté pour atteindre 9,8 Mds USD au cours de l'année se terminant en juillet 2020 contre 8,7 Mds USD au cours de la période correspondante en 2019, en raison de l'augmentation des exportations de biens. Les exportations d'or ont représenté 56 % des exportations non traditionnelles et ont augmenté de 53 % pour passer à 2,7 Mds USD, en raison de la hausse des prix sur le marché mondial. En juillet 2020, elles se sont élevées à 267 MUSD contre 129 MUSD en juillet 2019. La demande d'or ayant augmenté en raison de la baisse des prix des actifs financiers, l'or continue d'être l'un des piliers de l'économie tanzanienne.

Du nouveau sur le projet GNL en Tanzanie. Le directeur général de la compagnie pétrolière nationale de Tanzanie (TPDC), le Dr James Mataragio, a déclaré que les discussions avec les investisseurs dans le secteur du GNL progressent pour entamer bientôt les négociations entre le gouvernement et les sociétés pétrolières internationales sur le partage des revenus (projet estimé à 30 Mds USD). TPDC a indiqué que des compensations pour plus de 2,3 MUSD ont été versées aux villageois de la région de Lindi. En juin, le ministre de l'Énergie a déclaré au Parlement que la construction de ce projet devrait démarrer en 2022 et s'achever en 2028. La capacité de production des futures installations atteindrait 10 millions de tonnes de GNL par an.